NOTE CGT :
« SÉCURISER LA PRODUCTION ET LE PRIX DE L'ÉNERGIE »

Les enjeux de sécurité d'approvisionnement :

L'électricité ne pas peut pas être stockée en grande quantité de façon économique pour l'instant, la quantité d'électricité produite et injectée dans le réseau doit être égale à tout moment à la quantité d'électricité consommée. Autrement dit, si des déséquilibres locaux se créent et se propagent au système électrique tout entier, ils aboutissent à des black-out généralisés qui sont extrêmement perturbants et coûteux pour l'économie du pays.

En France, le principal risque pesant sur la sécurité d'approvisionnement en électricité est la pointe de consommation hivernale. La consommation électrique française est fortement thermosensible en raison de la part importante du chauffage électrique, des pics de demande se produisent lors des vagues de froid hivernales qui excèdent largement la consommation électrique moyenne (la consommation augmente alors d'environ 2,4 GW par degré Celsius en moins). Le niveau maximal de puissance appelée à ce jour au niveau national a atteint 102,1 GW, lors d'une vague de froid exceptionnelle le 8 février 2012.

Notre système électrique, 2 principaux types de risques :

- pointes de consommation, lors d'évènements climatiques extrêmes, (thermosensibilité)
- fluctuations à l'échelle horaire, journalière ou hebdomadaire, côté offre (intermittence production renouvelable fonction des conditions climatiques, de vent, de nébulosité, d'ensoleillement…) et côté demande.

Ces risques peuvent être exacerbés pour les régions présentant une fragilité électrique particulière, il est donc essentiel de raisonner au sens pays et non région.

Au-delà de ces 2 types de risques, d'autres plus spécifiques existent :

- défaut générique affectant plusieurs réacteurs nucléaires, enjeux diversification mix électrique **;**
- chute brutale de la production ENRi (photovoltaïque éolienne) qui nécessite de développer des outils de flexibilité permettant d'assurer l'équilibre offre-demande d'électricité (effacements, interconnexions, etc.).

Garantir la sécurité du système électrique est donc essentiel et restreindre les pics de consommation, une nécessité, tout en contenant l'évolution de la demande, versus la production. Il faut un plan d'investissements ambitieux et réaliste, piloté par un bilan prévisionnel équilibré offre/demande incontestable (parlement).

Les ENRi (éolien-photovoltaïque) ont des impacts très différents sur le système électrique, l'éolien crée principalement un besoin de flexibilité hebdomadaire, le photovoltaïque de flexibilité horaire et journalier.

Le prix de l'énergie :

Dans le monde d'avant, les énergéticiens étaient verticalement intégrés, à la main des états et l'équilibre basé sur des coûts et des technologies contenus et éprouvés profitait à tous, mais Bruxelles a voulu la libre concurrence… Alors, pourquoi la libéralisation du marché de l'électricité est un échec cuisant ?

Depuis 2007, on a vu apparaître un nombre incroyable de concurrents, mais personne n'a bénéficié d'une baisse de prix (il existe aujourd'hui pas moins de 43 distributeurs alternatifs selon les chiffres de la CRE !)

Non seulement, les consommateurs n'ont pas vu le montant de leurs factures baisser, mais au contraire, les tarifs ont augmenté continuellement depuis dix ans du fait notamment de l'envolée des taxes. Cela continuera dans les prochaines années pour financer 100 milliards d'euros d'infrastructures nécessaires pour intégrer les renouvelables aux réseaux… (L'exemple Allemand est un autre exemple d'échec particulièrement illustratif, plus de 300 Mds d'euros engloutis en 10 ans, l'électricité double de la France pour un client résidentiel et un impact carbone 9 fois supérieur !!! (362 g VS 42 g CO2/kWh)).

Il faut mettre fin à ce système absurde :

Les offres dites vertes proposées par certains fournisseurs, sont parfois contestable, certains distributeurs ont bien investi pour se doter de capacités de production d'électricité renouvelables, mais elles restent plus que marginales et l'électricité distribuée aux consommateurs provient de toute façon d'un réseau centralisé. Il est donc parfaitement impossible pour un fournisseur d'affirmer que l'électricité consommée par un ménage a pour origine une source renouvelable. Les électrons circulent sans distinction d'origine…

En conclusion, cette situation ne peut pas durer.

Comme l'affirmait des défenseurs d'usagers, «*Pour qu'un changement structurel survienne, il faudrait que les opérateurs alternatifs développent un système de production qui soit très différent et substantiellement plus compétitif que le nucléaire. Cette perspective semble fort hypothétique* »…

La situation appelle à sortir des logiques de libéralisation et de mise en concurrence dans le secteur de l'énergie, développer au contraire de véritables coopérations dans le cadre d'une maitrise et d'un service public de l'energie.